
*Les cantines de la Commission à Bruxelles sont (encore) en grève – A quand
l'internalisation des cantines ?*

Le contrat d'exploitation des cantines et cafétérias dans les bâtiments de la Commission à Bruxelles arrive bientôt à échéance et aura probablement été le plus compliqué à gérer de toute l'histoire de la sous-traitance des cantines à Bruxelles.

L'expérience a été décevante, pour ne pas dire pénible. La sous-traitance à trois prestataires différents n'a pas tenu ses promesses, notamment celle d'une saine émulation entre eux pour nous garantir le meilleur à moindre prix.

En fait, cette multiplicité d'interlocuteurs a été un vrai casse-tête pour la gestion des contrats et un véritable moins-disant pour le personnel :

- la concurrence entre cantines n'a pas conduit à améliorer ni l'offre, ni les prix ;
- les timides avancées du cahier des charges en matière d'alimentation plus saine n'ont pas résisté aux contraintes économiques ;
- le service ne s'est pas adapté à nos besoins mais les réalités financières des prestataires ont contraint nos besoins ;
- les cantines ont connu, à tour de rôle, des périodes de grève et d'instabilité, toutes liées aux conditions de travail et salariales faites aux employés des prestataires;
- le travail de l'OIB a triplé sans que ses ressources n'augmentent ;
- la liste de problèmes est longue et loin d'être exhaustive.

Par ailleurs, entre 2012, année de lancement du précédent appel d'offre et aujourd'hui, la sociologie de notre population a beaucoup changé. Les déménagements et fermetures d'immeubles ont été nombreuses, les horaires se sont allongés, le télétravail s'est généralisé, impactant forcément la fréquentation et la rentabilité des cantines et complexifiant leur gestion. Et nous sommes de plus en plus nombreux à désirer une alimentation durable, saine et éthique et à regretter que les politiques de l'UE en la matière ne soient pas traduites en actes quand, à notre tour, nous devenons prescripteurs de restauration collective.

Le service n'a donc pas été à la hauteur des attentes et des enjeux. Et dans l'échec du pari raté de cette sous-traitance à trois, regrettons aussi le naufrage des restaurants. La Commission est la plus grosse institution à Bruxelles, reçoit des hôtes du monde entier, et ne dispose pas d'un restaurant.

Fort de ces constats, l'OIB prépare le nouvel appel d'offre. Le paradigme demeure toutefois celui de la sous-traitance d'un service primordial pour notre bien-être au travail et pour notre santé.

Pour U4U, la réponse réside dans l'internalisation des cantines. Autrefois, les cantines et les restaurants appartenaient à la Commission. Elles n'avaient pas besoin d'être bénéficiaires pour rétribuer des actionnaires ; il leur suffisait d'arriver à l'équilibre. Les ristournes faites par les grossistes sur les quantités achetées profitaient à l'économie des cantines internalisées (et non à la trésorerie de prestataires) et se répercutaient sur les prix qui pouvaient rester avantageux, sans l'être au détriment de la qualité. C'était donc un bon service qui nous était offert.

Une gestion souple, au plus près des consommateurs finaux peut tenir compte de la sociologie de chaque lieu, des usages des Directions générales et s'adapter en permanence.

L'expérience actuelle démontre qu'il faut retrouver la maîtrise des cantines pour trouver la flexibilité qu'un contrat ne saurait offrir puisque le moindre changement à un appel d'offre induit un avenant, chronophage et énergivore. Un contrat, c'est un carcan, rigide, inadapté aux mutations rapides. Trois contrats, c'est tripler la difficulté.

Une gestion directe permet aussi une autre politique de prix et de tenir compte du pouvoir d'achat des stagiaires, par exemple, ou de certaines catégories d'agents et de fonctionnaires. Beaucoup de cantines publiques, dans d'autres Etats membres, innove en la matière en pratiquant des tarifs modulables.

L'époque n'est certes pas aux recrutements. Mais là encore, faisons preuve d'imagination. Il existe des solutions et on trouverait à s'inspirer des bonnes pratiques de l'OIL (à Luxembourg) qui gère ses cantines locales, emploie ses chefs mais sous-traite une partie du personnel de salle et de cuisine. L'infrastructure existe et appartient à la Commission, qu'elle soit propriétaire des locaux ou en location. L'OIB saurait faire tout aussi bien, ayant l'expérience et les compétences. Libéré des tâches de supervision de contrats, de contrôles et d'audits triplés, l'OIB pourrait consacrer ses ressources à la gestion directe. Il n'y a donc pas de frein objectif à une telle solution.

U4U milite depuis des années pour ce changement. Grâce aussi à un travail patient de sensibilisation aux questions environnementales et de santé attachées à l'alimentation et de consommation responsable, U4U a fait passer auprès des gestionnaires de l'OIB la nécessité de faire évoluer nos cantines et nos achats et de s'intéresser au label « Good Food » <https://goodfood.brussels/> développé par la Région Bruxelloise.

Avec plus de 7.000 repas servis journalièrement, la Commission est l'un des plus grands prescripteurs sur la région bruxelloise. Son comportement en tant que consommateur de denrées alimentaires a donc un impact considérable sur l'offre, et finalement, sur la production. Mieux maîtriser notre consommation alimentaire aujourd'hui, c'est déjà préférer que les denrées soient BIO, locales, de saison et que la pêche soit durable, par exemple. C'est aussi considérer autrement nos besoins alimentaires, notre consommation de viande, de sucre, de sel, de graisses, de produits laitiers, et prendre en compte toute une série de recommandation en matière de prévention santé, comme de promouvoir les jeudis « veggie ». S'inscrire dans une démarche bruxelloise, c'est s'ancrer comme hôtes responsables et concernés du territoire qui nous accueillent, où nous vivons et travaillons.

U4U a beaucoup écrit déjà sur l'échec de la scission des lots de cantines et cafétérias qui devaient mettre en concurrence les 3 prestataires choisis et nous garantir la meilleure qualité au moindre prix, un principe dont les dégâts sociaux sont considérables. Cette stratégie a échoué et le service ne s'est pas, globalement, amélioré. Il suffit d'aller chez nos voisins au Parlement européen, à l'EEAS ou au CESE/CDR pour constater que nous sommes les moins bien nourris. Et les seuls à connaître des grèves à répétition, grèves auxquelles le modèle de sous-traitance choisi n'est pas complètement étranger.